

Extrait du Registre des Délibérations
Séance du 7 FEVRIER 2019
Nombre des Membres en exercice : 78

OBJET : 2019-01-01 - ENVIRONNEMENT (8.8) - EAU & ASSAINISSEMENT : MODE DE GESTION DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

DATE DE CONVOCATION : 31 JANVIER 2019

DATE DE L’AFFICHAGE : 15 FEVRIER 2019 de l’extrait de Délibération

Le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s’est réuni ce jour, dans la grande salle de réunion au 1^{er} étage du Bâtiment 200, site Kléber, à TOUL (54200), sous la présidence de Monsieur Fabrice CHARTREUX, Président.

<u>Etaient présents :</u>	Nathalie BERCHEREAU (ayant la suppléance de Y. TARDY à compter du DOB), Jean-Louis CLAUDON, Denis PICARD, Xavier RICHARD, Christelle AMMARI, Gérald LIOUVILLE, Claude MANET, Jean-Luc STAROSSE, Emmanuel PAYEUR, Bernard FABING, Jean-François SEGALT, Fabrice CHARTREUX (ayant la procuration de Kristell JUVEN), Laurent GUYOT, Francis SIEDLECKY, Roger SILLAIRE (ayant la procuration de A. HARMAND à compter de la 2019.01.02), Yolande AGRIMONTI, Christophe MAURY, Isabelle GUILLAUME (ayant la procuration de L. LEPIOUFF à compter de la 2019.01.02), Patrice KNAPEK, Bernard DOMINIAK, André MAGNIER, Michèle PILOT (ayant la procuration de M. GHAZZALE à compter de la 2019.01.02), Philippe MONALDESCHI, Isabelle GASPARD, Bruno BECK, Bernard DROUIN, Raphaël ARNOULD (ayant la procuration de C. LALANCE), Gérard BOULANGER, Christine THERMINOT, Damien BRASSEUR, Régis MATHIEU, Clément VERDELET, Chantal PIERSON, Patrick THIERY, Bernard DEPAILLAT (ayant la procuration de G. ERZEN), Philippe HENNEBERT, Patrick FLABAT, Alde HARMAND (départ à compter la 2019.01.02), Lydie LEPIOUFF (départ à compter la 2019.01.02), Jorge BOCANEGRA (ayant la procuration de C. GAY), Christine ASSFELD LAMAZE (ayant la procuration de O. HEYOB à compter de la 2019.01.02), Olivier HEYOB (départ à compter la 2019.01.02), Catherine BRETENOUX (ayant la procuration de G. HOWALD à compter de la 2019.01.02), Gérard HOWALD (départ à compter de la 2019.01.02), Marie VIOT (ayant la procuration de A. BOURGEOIS), Malika GHAZZALE (départ à compter de la 2019.01.02), Claudine CAMUS (départ à compter de la 2019.01.02), Guy SCHILLING (ayant la procuration Lucette LALEVEE), Fatima EZAROIL (ayant la procuration de C. CAMUS à compter de la 2019.01.02), Pascal MATTEUDI (départ à compter de la 2019.01.02), Etienne MANGEOT (présent à partir du DOB), Thierry BAUER (ayant la procuration de E. MANGEOT pour la 2019.01.01), Marie-Jeanne CHRETIEN, Alain COCUSSE (ayant la procuration de R. JOUBERT), Jean-Marie HORNUT, Jean Pierre COUTEAU.
<u>Etaient excusés :</u>	Thierry COLLET, Corinne LALANCE, Roger JOUBERT, Kristell JUVEN, Gérald ERZEN, Lucette LALEVEE, Alain BOURGEOIS, Catherine GAY.
<u>Avis de procuration :</u>	2019-01-01 : 8 avis de procuration. DOB : 7 avis de procuration. De la 2019.01.02 à la fin : 13 avis de procuration.
<u>Avis de suppléance :</u>	Du DOB à la fin : 1 suppléance.
<u>Secrétaire de séance :</u>	Guy SCHILLING
<u>Nombre de présents :</u>	2019.01.01 : 54 Présents. DOB : 56 Présents. De la 2019.01.02 à la fin : 49 Présents.
<u>Nombre de votants :</u>	Du début à la fin : 62 Votants.

Le Président expose au Conseil Communautaire :

Pour l'assainissement collectif et la gestion des eaux pluviales :

- que l'exploitation du service assainissement collectif et gestion des eaux pluviales sur le territoire de la communauté de communes est à ce jour géré via :

- Des contrats de DSP sur les périmètres ci-après :
 1. Bruley, Chaudeney-sur-Moselle, Dommartin les Toul, Ecrouves, Foug, Pagny-Derrière-Barine et Toul (Contrat de DSP ayant pour échéance le 31/12/2019)
 2. Gondreville – partie collecte des eaux usées (Contrat de DSP ayant pour échéance le 31/12/2019)
 3. Bois-de-Haye-Aingeray (Contrat de DSP ayant pour échéance le 31/12/2021)
 4. Gondreville-Fontenoy sur Moselle – partie transfert et traitement des eaux usées (Contrat de DSP ayant pour échéance le 31/12/2019) ;
 - En régie sur le reste du territoire
- Que, les collectivités territoriales disposent d'un pouvoir discrétionnaire pour choisir le mode de gestion des services publics (Conseil d'Etat, 3ème et 5ème sous-sections, 18 mars 1988, M. Loupias et autres c/ Commune de Montreuil-Bellay, req. N°57.893).
- Que les conclusions de l'étude font apparaître le scénario d'une gestion en régie assortie de marchés de prestations de services comme étant le scénario le plus pertinent pour la communauté de communes au regard des critères d'évaluation qualitatifs et quantitatifs suivants : maîtrise du service, qualité du service, continuité du service, économie du service. Ce scénario permet notamment de bénéficier des moyens et compétences d'un prestataire privé tout en garantissant à la communauté de communes un niveau élevé de maîtrise sur le service et un tarif maîtrisé. Ce mode de gestion est également plus adaptable en cas d'évolution du périmètre de la communauté de communes dans les prochaines années.

Pour l'eau potable :

- que l'exploitation du service de l'eau potable sur le territoire de la communauté de communes est à ce jour géré via :

- Des contrats de DSP sur les périmètres ci-après :
 1. Toul, Pagny Derrière Barine, Chaudeney-sur-Moselle, Dommartin-Lès-Toul (plusieurs contrats de DSP ayant pour échéance le 31/12/2019)
 2. Gondreville (Contrat de DSP ayant pour échéance le 31/12/2019)
 3. Bois-de-Haye -Aingeray (Contrat de DSP ayant pour échéance le 31/12/2021)
 4. Bruley, Ecrouves (2 Contrat de DSP ayant pour échéance le 31/12/2020)
 5. Lucey (Contrat de DSP ayant pour échéance le 30/06/2022)
 6. Villey Le Sec (Contrat de DSP ayant pour échéance le 31/12/2024)
 7. Fontenoy-sur-Moselle (Contrat de DSP ayant pour échéance le 31/12/2026)
 8. Villey-St-Etienne (Contrat de DSP ayant pour échéance le 31/12/2029)
- Des régies sur le reste du territoire (Andilly, Avrainville, Bicqueley, Bouvron, Foug, Francheville, Jaillon, Lagny, Laneuveville-Derrière-Foug, Lay-St-Rémy, Manoncourt-en-Woëvre, Ménil-La-Tour, Pierre-La-Treiche, Royaumeix, Sanzey, Jaillon, SIE Trey-St-Jean, SIELL, SIETS, Tremblecourt et Trondes)

- Que les collectivités de la communauté de communes adhérentes aux syndicats présents sur plus de 2 EPCI ne seront pas intégrées à la future exploitation décidée par la communauté de communes. Leur service eau potable restera exploité par le syndicat auquel elles ont adhéré ; il s'agit particulièrement des communes adhérentes au SIELL (Boucq), au SIETS (Domgermain, Charmes-la-Cote Choley-Ménillot et Gye) et au SIE du Trey-St-Jean (Ansauville, Grosrouvres, Manonville, Minorville, Noviant-aux-Prés et Domèvre-En-Haye),
- Que les conclusions de l'étude font apparaître le scénario d'une gestion en régie assortie de marchés de prestations de services comme étant le scénario le plus pertinent pour la communauté de communes au regard des critères d'évaluation qualitatifs et quantitatifs suivants : maîtrise du service, qualité du service, continuité du service, économie du service. Ce scénario permet notamment de bénéficier des moyens et compétences d'un prestataire privé tout en garantissant à la communauté de communes un niveau élevé de maîtrise sur le service et un tarif maîtrisé. Ce mode de gestion est également plus adaptable en cas d'évolution du périmètre de la communauté de communes dans les prochaines années.

Pour les deux compétences réunies, les conclusions de l'étude mettent en évidence l'intérêt de la gestion à l'échelle communautaire des services d'eau et d'assainissement pour notamment la mutualisation du service (taille critique du service atteinte et renforcement des compétences internes), l'usager (un interlocuteur unique), ainsi que la réflexion et la mise en œuvre de la sécurisation de l'alimentation en eau potable plus cohérente et plus adaptée à l'échelle communautaire.

Dans ce cadre, la collectivité serait notamment amenée à reprendre, sur les périmètres où s'exerceront ces compétences, l'ensemble de la relation avec les usagers, gage de proximité et s'appuierait sur l'expérience et les moyens des communes actuellement en régie ainsi que sur l'expertise et le savoir-faire des opérateurs privés dans la gestion courante d'une partie des installations et infrastructures (usines de production, réseaux de distribution et de collecte et stations d'épuration).

Vu le Code général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu la loi n° 92-125 du 6 février 1992, relative à l'administration territoriale de la République

Vu les dispositions du code général des collectivités territoriales, et notamment celles des articles L. 1412-1 et L. 2221-1 et suivants ; et les articles R. 2221-1 et suivants du même code, et notamment l'article R. 2221-13 ;

VU la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes et notamment son article 1er ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 69 ;

Vu l'instruction relative à l'application de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences "eau" et "assainissement" aux communautés de communes.

Vu l'avis du Comité technique de la CC2T du 05 décembre 2018,

Vu la synthèse des conclusions de l'étude préalablement transmise aux conseillers,

Vu la délibération n° 2018-06-04 du 13 décembre 2018, validant le souhait de transfert de la compétence « Eau Potable » au 1^{er} janvier 2020 ;
Vu la Commission de Maires du 24 janvier 2019,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à la majorité,
Messieurs HOWALD, DOMINIAK, VERDELET, BECK, DEPAILLAT (ayant la procuration de G. ERZEN), Mesdames BRETENOUX, PILOT, GASPARD votant contre,
Messieurs DROUIN, MANET, THIERY, SEGALT, FLABAT, Madame PIERSON s'abstenant,
Décide :**

Pour l'assainissement :

- **D'adopter le principe de la gestion en régie avec prestations de service pour l'exploitation de son service d'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2020 ;**
- **D'autoriser le lancement d'une consultation pour la passation des marchés de prestations de service nécessaires à l'exploitation du service incluant la gestion des eaux pluviales suivant les orientations données dans les conclusions de l'étude,**

Pour l'eau potable :

- **D'adopter le principe de la gestion en régie avec prestations de services pour l'exploitation de son service d'eau potable à compter du 1^{er} janvier 2020 ;**
- **D'autoriser le lancement d'une consultation pour la passation des marchés de prestations de service nécessaires à l'exploitation du service suivant les orientations données dans les conclusions de l'étude,**
- **D'autoriser le Président à prendre tout acte nécessaire à la bonne exécution de la présente délibération.**

Ainsi délibéré en séance, les jours, mois et an avant-dits.

Le Président,
Fabrice CHARTREUX